

## Les archives de la reconstruction

(1945-1979)

Dominique Gauthey

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesphotographiques/97>

ISSN : 1777-5302

### Éditeur

Société française de photographie

### Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 1997

ISSN : 1270-9050

### Référence électronique

Dominique Gauthey, « Les archives de la reconstruction », *Études photographiques* [En ligne], 3 | Novembre 1997, mis en ligne le 13 novembre 2002, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesphotographiques/97>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Propriété intellectuelle

---

# Les archives de la reconstruction

(1945-1979)

Dominique Gauthey

---

- 1 Profondément rurale jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, la France devait connaître après la Libération un processus de modernisation volontariste, qui allait profondément modifier ses villes et ses paysages. Réalisés conjointement à l'implantation de nombreux sites industriels, étroitement liés à la rénovation des centres anciens, des milliers de mégolithes de béton surgissent alors un peu partout à travers le pays. Conjuguant la nécessité de reconstruire les villes détruites et la volonté de maîtriser leur développement, une ambitieuse politique d'aménagement du territoire marie intimement "certains mécanismes macro-économiques avec le secteur de la construction et des travaux publics". De 1945 à 1979, cette politique fera l'objet d'une importante documentation photographique par les services du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU, aujourd'hui ministère de l'Équipement).
- 2 Monument sur-réaliste, témoignage et inventaire de l'urbanisme à la française, ce fonds qui couvre la période des "Trente Glorieuses" ne s'épuise pas dans sa seule dimension documentaire. Il renvoie aussi à une administration hiérarchisée (où le rôle du photographe est limité à la fonction d'"opérateur") et laisse transparaître un mode d'archivage déterminé par une forte visée institutionnelle. S'il rend compte des conceptions architecturales de l'époque, le mode de production de ce corpus renvoie aussi très directement à la notion de territoire, désormais au cœur de la recherche politique et urbanistique, et, dans l'absolu, au mythe de l'unité nationale. Porter un regard patrimonial sur ces photographies paraît alors d'autant plus légitime qu'elles sont partie intégrante de la mémoire des grands corps de l'État, et constituent de ce fait un document sans équivalent pour nourrir la réflexion sur la politique de la ville<sup>2</sup>.  
Topo-photographies
- 3 Composé de 320 albums, 53000 clichés noir et blanc et près de 40000 tirages, ce fonds rassemble les archives photographiques des divers ministères chargés du logement, de la construction [p. 103] et de l'urbanisme entre 1944 et 1979 (date du versement aux Archives nationales). Rapportée à l'ensemble de la période considérée, l'importance de ces chiffres doit cependant être relativisée. En moyenne, la production annuelle du

service photographique du MRU ne représente que 1500 à 2000 clichés soit environ 200 par mois. Du reste, " les enquêtes [étaient] pour une bonne part fonction des demandes ou de l'évolution des centres d'intérêt<sup>3</sup>. " Aussi ne faut-il pas appréhender ce fonds comme le reflet exact de l'activité du ministère mais plutôt comme sa trace, en ce sens que les documents conservés illustrent surtout les axes déterminants de sa politique et ses réalisations sur le terrain.

- 4 Des cinq photographes qui apparaissent à titres divers, trois avaient une formation de dessinateur-projeteur et étaient affectés à la direction de l'Aménagement du territoire (groupes Techniques topographiques). Quant à leurs deux collègues, chacun possédait un brevet élémentaire de photographe de l'aéronautique navale ou de mécanicien photographe de l'armée de l'air et occupait, avant d'intégrer le MRU, un emploi de photographe au service hydrographique de la Marine nationale ou dans l'armée de l'air. Mais la photothèque était aussi alimentée par la production des directions départementales dont " certains fonctionnaires, sans être des professionnels, [pouvaient s'avérer] d'excellents photographes. "
- 5 Ancré dans l'histoire contemporaine, il est aussi le résultat d'un " système d'exigences<sup>4</sup> " auquel devaient répondre les opérateurs du MRU et dont témoignent les archives écrites de la photothèque. Ainsi, " deux des cinq photographes [allaient] régulièrement en tournées dans les départements [...] et leurs clichés [y étaient] renvoyés ensuite pour identification ; les départements recevaient alors mais non systématiquement un jeu de tirages<sup>5</sup>. " L'objectif de ces enquêtes, notamment à partir de 1959, se limitait à dresser un " inventaire devant permettre de faire ressortir ce qui [était] fait de remarquable et d'important dans chacune des branches essentielles de l'activité nationale<sup>6</sup> " (éducation nationale, construction des grands ensembles, santé publique, travaux publics, recherche scientifique, etc.).
- 6 Si, en 1961, une note de R. Favreau, conservateur aux Archives nationales, mentionnait l'organisation de " tournées [photographiques] dans les départements ", cette méthode était alors récente et " l'identification " des images était réalisée plus tard par les fonctionnaires locaux. Le statut d'"opérateur" prend ici tout son sens. Car si la photographie sert à documenter une opération d'urbanisme, un ouvrage d'infrastructure ou un chantier d'expérience, elle est moins une image qu'un relevé technique, aussi abstrait qu'une vue aérienne. Maintenus dans un cadre documentaire strict, les photographies du MRU n'ont d'autre enjeu que de "reproduire" la réalité. Leur utilisation est définie par les attentes d'un commanditaire soucieux de constater l'avancement du chantier de la reconstruction, et par la nécessité d'en rendre compte à la nation *via* le service de l'information. Mais si l'urbanisme " trace sur le territoire l'ordonnance des établissements humains<sup>7</sup> ", l'archive, elle, est " la trace des actes qui modifient un [p. 104] ordre reçu et une vision sociale<sup>8</sup>. " Aussi, alors même que " le rapport à l'histoire qui hante nos paysages est [...] en train de s'esthétiser et, simultanément, de se désocialiser et de s'artificialiser<sup>9</sup> ", ces clichés sont à comprendre comme partie intégrante d'un processus de développement des villes qui se confond avec l'histoire du pays. Si ce fonds ne renvoie pas explicitement à une volonté de donner à voir, son organisation indique en revanche une pratique photographique déterminée par une action politique, dont ces archives reproduisent le dessein... à petite échelle<sup>10</sup>.

La France en albums

- 7 Deux types d'albums ont été constitués. Une première série, thématique, contient les plus anciens clichés et couvre la période de l'immédiate après-guerre, soit de 1945 au milieu

des années 1950<sup>11</sup>. Elle correspond à une phase de constat ou de bilan durant laquelle on construit encore peu. Sur 74 volumes, une demi-douzaine est consacrée aux destructions occasionnées par la guerre et aux "chantiers d'expérience" servant à tester de nouveaux procédés de construction. Si les légendes des albums *Destructions* ont été limitées aux noms des villes photographiées, les informations contenues dans les autres recueils ne sont guère plus riches. Un volume consacré au chantier d'expérience de Noisy-le-Sec (F-14/18266) n'offre, par exemple, que les marques des procédés expérimentés. "Maisons Cimcap Lopez, Secra, Seitos" ou encore "Inotro et Kravitzoff" sont ainsi les seules données informant sur le contenu des photographies, et ne sont accompagnées d'aucun texte ni donnée technique. De même, l'album *Chantier d'Orléans* ne permet pas de comprendre vraiment les différentes phases ou particularités d'un chantier expérimental pourtant montré dans son évolution.

- 8 Les 33 albums consacrés aux maquettes semblent cependant avoir eu un statut à part et la numérotation des clichés comme l'inscription des légendes diffèrent des autres séries. Les trois volumes consultés couvrent les années 1950 à 1958. Les maquettes y sont présentées par ordre alphabétique des noms de villes, suivis de celui de l'architecte. Entre 1950 et 1951, des séries sont constituées et la numérotation redémarre à 1 pour chaque nouveau projet. En revanche, à partir de 1954, on retrouve les numéros d'inventaire correspondant aux clichés originaux. Une seconde série d'albums (F-14/18273) double la précédente. Bien que la période couverte (1950-1957) soit identique, on trouve cependant un mode de classement très différent. Car si l'ordre alphabétique par nom de commune est conservé, c'est ici la numérotation des départements qui détermine le premier niveau du classement. L'indication du nom de l'architecte pour chaque projet est également conservée. Témoignant de la profusion des projets comme de leur variété, plus grande qu'on ne le croit généralement, ces documents dont la photothèque n'avait pas toujours les moyens de savoir s'ils correspondaient à une réalisation effective<sup>12</sup> donnent aussi les premières clés de lecture d'un urbanisme où "le système de programmation importe plus que des volontés formelles<sup>13</sup>". [p. 106]
- 9 Plus volumineuse, la seconde série d'albums est classée par département et couvre l'ensemble du territoire sauf la Corse, l'Ariège, le Gers, le Puy-de-Dôme et la Creuse, pour lesquels il n'y a pas d'albums constitués. Ce second ensemble concerne plus spécifiquement la période contemporaine, de la fin des années 1950 aux années 1970. Si les albums thématiques jouent sur un double registre, traduisant ici une volonté de dresser un constat, là un souci de présenter l'ampleur ou la variété des opérations menées, la série "géographique", en revanche, agglomère toutes sortes de projets. Des opérations de logement côtoient des vues de chantiers en cours, des tronçons d'autoroutes ou encore des ponts et des équipements industriels... sans distinction aucune entre les images, ni regroupement logique au sein d'un même album. Une telle présentation est probablement un effet de l'organisation des missions photographiques, qui se déroulaient en deux phases bien distinctes. Le service des relations extérieures renvoyait en effet aux directions départementales l'ensemble des photographies réalisées au cours de chaque mission afin de procéder à l'identification des clichés. La lettre-type adressée en même temps que les photographies les invitaient d'ailleurs à "les conserver pour [leur] documentation".
- 10 De grandes disparités marquent la composition de ces albums. Si 91 départements sur 95 figurent dans la collection, tous ne sont pas également représentés. Le nombre de recueils pour un seul département varie généralement de 2 à 4 mais peut aussi monter jusqu'à 11

et s'étendre sur vingt-deux ans (Seine-et-Marne, 1945-1967). Ce cas reste rare, mais un seul album peut aussi contenir toutes les photographies d'un département réalisées pendant une longue durée (Aisne, 1950-1964), ou encore sur une année seulement (Cantal, 1961). Si on ne peut dégager une règle générale quant à la représentation des départements, les années 1950 constituent toutefois une sorte d'apogée en termes de nombre d'albums ou de photographies. Dans un cas, plus de la moitié du fonds du MRU est constitué : 28688 clichés sont déjà référencés en 1956, année la plus fournie avec 3500 références. Dans l'autre, trois quarts des départements sont déjà présents dans la collection à cette date, et seulement 41 albums (pour 28 départements<sup>14</sup>) seront inaugurés jusqu'en 1968. Cette répartition peut être expliquée de deux manières. Dans un premier temps, les territoires les plus touchés par la guerre ont dû être photographiés en priorité. On repère ainsi la Moselle, dans les départements de l'est (1945-1958), les objectifs stratégiques tels que le port de Toulon, au sud (1949-1959), ou encore les champs de bataille et les destructions consécutives au débarquement des alliés en Seine-Maritime (1945-1967). Démarrés très tôt, les reportages photographiques ont vraisemblablement été poursuivis dans ces régions jusqu'à la fin de la reconstruction, ce qui expliquerait à la fois le nombre important de clichés effectués et leur précocité. Ensuite viennent les grands départements industriels, modernisés durant les années 1950 et fortement équipés en logements après 1960. Ce sera le cas des Bouches-du-Rhône (9 albums, [p. 107] 1952-1967), du Rhône (3 albums, 1949-1964) ou encore de l'ancien département de la Seine devenu celui de Paris (11 albums, 1950-1969, dont 5 après 1960). Entre-temps, les départements reconstruits mais peu urbanisés (Haute-Vienne, 2 albums : 1950-1962 ; Loire, 3 albums : 1953-1958) auront cessé d'être photographiés.

#### Banalité du document

- 11 La production de la photothèque peut être répartie sur trois périodes : 1944-1951 ; 1952-1962 ; 1963-1970. Cette chronologie, si elle répond aux grandes phases historiques de la reconstruction déjà repérées<sup>15</sup>, ne peut cependant que fournir un cadre général. On ne saurait en effet envisager ces archives comme une superposition systématique des ordres de mission des opérateurs sur les volontés comptables de la planification. Le caractère aléatoire des inventaires, s'il indique une organisation sommaire de la photothèque, au moins durant les premières années d'activité du ministère, traduit surtout une pratique documentaire approximative.
- 12 Une grille d'identification des reportages sera néanmoins élaborée pour permettre "l'identification" des clichés par les délégations départementales. Si on retrouve ce modèle dans les registres d'inventaire, rien ne semble indiquer en revanche une véritable volonté d'organiser ces documents. Les premières années de fonctionnement de la photothèque se caractérisent par une forte irrégularité dans le nombre d'entrées, due probablement aux défauts de son organisation comme aux difficultés de déplacement résultant des destructions. La seconde période suit une courbe ascendante, de 2000 à 3500 clichés, et décroît ensuite régulièrement jusqu'en 1962, pour atteindre à peine 1800 documents. Enfin, on observe une forte baisse entre 1963 et 1970, qui semble indiquer un réel changement quant à la nature de ces photographies. Réalisées dans le cadre " d'une mise à jour de la documentation photographique ", elles relèvent désormais d'une volonté de dresser un " inventaire permanent des constructions méritant d'être reproduites<sup>16</sup> ", (même s'il est probable que celui-ci soit resté dépendant de la bonne volonté de l'administration locale<sup>17</sup>). Quant à la période postérieure à 1970, la somme dérisoire des derniers documents inventoriés s'explique par l'apparition de nouvelles conditions de

prise de vue : abandon du négatif noir et blanc au profit de la diapositive couleur, changement de format de prise de vue, nouvelles missions du ministère...

- 13 Réponse " partielle et trop spécifique<sup>18</sup> " au problème des sinistrés, la première reconstruction consistera donc surtout à réparer les moyens de communication endommagés ou détruits. Dépendante du ministère des Travaux publics, encadrée techniquement par le plan Monnet<sup>19</sup>, elle sera " envisagée, réglementée comme un domaine à part, une tâche particulière dont il faudra se débarrasser " avant d'aborder ce qui, " à partir de 1950, va dominer<sup>20</sup> " : la crise du logement. Jusqu'en 1953, quand le MRU change d'intitulé pour devenir le ministère de la Reconstruction et du Logement, ses services ont " contribué au relèvement des ruines, fixé une doctrine des dommages de guerre et posé les bases de la [p. 108] reconstruction<sup>21</sup> ". Alors que les opérations sous la responsabilité directe du MRU, tels que les ISAI<sup>22</sup> (Orléans), les chantiers d'expérience (Noisy-le-Sec) ou encore diverses expositions liées à la reconstruction (Jour mondial de l'urbanisme, Techniques américaines...), sont autant de thèmes récurrents et abondamment photographiés, celles relevant du simple témoignage sur des lieux diversement atteints ou sinistrés (reconstruction à Saint-Nizier-Village ; village détruit et maisons reconstruites à Mure-en-Vercors<sup>23</sup>...) sont limités à quelques clichés seulement. Il s'agit là, probablement, de photographies fournies par les directions départementales qui, lorsque " l'intérêt [des images] était strictement local ", leur étaient renvoyées, la photothèque ne conservant alors que les clichés les plus intéressants. Durant les premières années de son fonctionnement, les services du MRU sont occupés par un important travail de conception, et les grands travaux préliminaires à la reconstruction constituent la tâche prioritaire. Sur un ensemble de 74 albums thématiques, 51 rendent compte directement de cette phase prospective : 10 sont dédiés aux chantiers d'expérience, 8 à diverses expositions et 33 ne contiennent que des photographies de maquettes. La série est complétée de 6 autres albums dont 3 sur les destructions, le reste concernant les taudis, les constructions provisoires et le déminage (1 album de chaque). Réalisés principalement entre 1945 et 1953, quand " l'État, en prenant en charge la direction de vastes opérations de reconstruction [...], penche vers une solution dirigiste et centralisée ", ces recueils *représentent* réellement l'activité du ministère durant cette période. Assemblés pour constituer une documentation à l'adresse des instances dirigeantes, ils présentent vraisemblablement un état des lieux autant que les moyens mis en oeuvre pour mener la reconstruction. Au-delà des thèmes photographiés, la mise en page des images (sous la forme fréquente de suites photographiques et de panoramas) indique un désir de raconter, de rapporter l'étendue des destructions. Souvent, hormis le nom de la commune, les planches ne sont mêmes pas légendées et semblent devoir " parler d'elles-mêmes ". Aucune autre information n'est donnée sur le contenu des images (albums *Destructions*) ou sur la nature des édifices touchés. Ce qui n'est pas un moindre paradoxe puisque ce que désignent ces photographies, c'est précisément le *plus rien à voir* : tout est détruit.
- 14 Avec la remise en marche des secteurs clés de l'économie, l'activité du MRU sera orientée dans trois grandes directions. D'une part, entre 1946 et 1950, sera élaboré un " arsenal législatif<sup>24</sup> " destiné à envisager tous les cas de figure (reconstitution à l'identique, associations de sinistrés, remembrement, modalités de financement...). D'autre part, à travers l'aménagement du territoire, l'État cherchera à " accorder une vision moderniste des villes à l'évolution des structures économiques ". Au lendemain de la guerre, la principale préoccupation du MRU était de concilier l'urgence du relogement des sinistrés

avec la nécessité de reconstruire un pays dévasté en édifiant [p. 110] des cités modernes. Les choix urbanistiques reposeront alors sur la volonté d'une mise en commun du foncier. Outil de prédilection pour le réaménagement des centres et principal instrument de sa politique, le remembrement sera pour l'État un moyen de regrouper les sinistrés en associations syndicales de futurs propriétaires afin de lutter contre l'éparpillement et l'enchevêtrement des parcelles causés par les différents héritages et ventes.

- 15 Si les premiers recueils constitués jusqu'en 1953-1954<sup>25</sup> fonctionnent sur un double registre, traduisant, là une volonté de dresser le constat des dommages de guerre, ici un souci de présenter l'ampleur ou la variété des opérations qui relèveront le pays de ses ruines, les suivants seront constitués de véritables catalogues énumératifs où les photographies sont autonomisées et ne s'insèrent dans aucune séquence. Cependant, ce qui est photographié, c'est la modernisation dans son sens le plus strict. Ici, l'archive photographique n'expose plus seulement l'image d'un objet. Elle dessine la ligne générale d'un projet d'aménagement du territoire et devient parfois même sa traduction jusque dans les moindres détails tels les signaux du code de la route qui indiquent autant le changement d'échelle de nos déplacements que l'évolution du rapport à l'espace et au temps occasionnée par la généralisation de l'automobile. Les livres d'inventaire donnent un aperçu des sujets traités. L'urgence d'après-guerre passée, les maisons de transition, les remembrements de quartiers sinistrés comme les premières expériences d'industrialisation constituent le lot principal de cette époque. La modernisation du pays, les ouvrages d'infrastructure, la reconstitution du tissu industriel, les concours et expositions d'urbanisme, la rénovation des quartiers insalubres, les premières cités HLM puis le début des grands programmes de logement sont autant de sujets venant s'ajouter aux précédents. Cette période est également la plus représentative du fonds. Elle contient la plus importante quantité de documents conservés (21000) sur les trois moments retenus ici. De plus, la quasi-totalité des livres d'inventaire pris en compte (7 registres sur 9) se rapporte aussi à cette période. C'est-à-dire un moment de transition qui a consisté à " faciliter la restauration des éléments les plus traditionnels de la vie quotidienne [et à permettre] d'introduire de manière progressive les nouveaux éléments d'un confort et d'une santé publique en mutation<sup>26</sup> ".
- 16 Entre 1944 et 1958, l'activité du MRU était " tout entière orientée vers le passage de la reconstruction à la construction<sup>27</sup> ". Le ministère de la Construction officialise "la grille Dupont" pour calculer l'importance des équipements de chaque Zup (zone à urbaniser en priorité) alors que les entreprises de BTP investissent massivement dans la préfabrication. L'essor démographique et la nécessité de concentrer la main-d'oeuvre à proximité des grandes villes créent une demande supplémentaire de logements que les procédures de financement, d'aménagement et de construction n'arrivent plus à satisfaire. Un gros effort est alors accompli par l'industrie du [p. 111] bâtiment. L'emploi de procédés industrialisés vise à abaisser les coûts de construction et de nombreux concours sont organisés pour favoriser leur élaboration. Enfin, le changement de régime, consécutif à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, facilitera l'élaboration d'un urbanisme opérationnel, centralisé et planificateur. Après la phase expérimentale de la reconstruction, " l'enjeu est de dessiner sur le sol de France de demain, et de construire en conciliant les sujétions collectives du travail, toujours plus strictes, avec le besoin personnel qu'ont les hommes de bien-être et de libertés<sup>28</sup>... ". S'ouvre alors l'ère de l'architecture statistique. On entre dans une phase de production à grande échelle de panneaux préfabriqués, et le chemin de grue déterminera pour une grande part les plans

des architectes dont les projets seront assujettis aux strictes contraintes constructives. Donnant son visage final à la réforme de mise en commun du foncier débutée avec les opérations de remembrement, des tours et des barres sont alors érigées en quantité industrielle sur tout le territoire.

- 17 La priorité donnée à l'aménagement du territoire et au logement de masse allait induire de nouvelles attentes en matière de documentation photographique. Cette évolution se traduira, au sein de la photothèque, par de nouvelles pratiques, dont certaines missions à caractère exhaustif. 6300 clichés, 2 livres d'inventaire, et quelques lettres ou notes de service permettent d'entrevoir l'activité de la photothèque durant ces années. Après 1960, on repère de grandes suites photographiques réalisées en une seule mission et consacrées à un même département. On trouve par exemple les départements du Nord (juin 1962, 373 clichés), de l'Aveyron (avril 1966, 182 clichés non identifiés), ou encore celui des Bouches-du-Rhône (1967, 184 clichés). Les légendes des photographies réalisées à cette époque permettent d'opérer une classification en quatre domaines : infrastructure, habitat, industrie, équipements publics et administratifs. Alors que les critiques contre la politique des grands ensembles et la construction des villes nouvelles en grande périphérie mettent un terme à [p. 112] l'ère du "logement de masse", le début des années 1970 marquera la clôture du fonds ancien.

#### Stratégies documentaires

- 18 Témoin d'une situation de crise et préfiguration des options retenues plus tard, la série *Destructions* fonctionne au plus près du principe de la mission photographique. La photographie (documentaire) y joue pleinement son rôle d'*alibi* (être ailleurs) : celle-ci transmet moins un message qu'elle ne s'impose comme un mode de représentation du territoire et de son aménagement, au même titre que la carte. Entièrement à l'usage du gouvernement, ces deux supports produisent chacun une image qui, à défaut de lui permettre de percevoir physiquement son terrain d'action, lui permettent de "mettre la main dessus". Bien moins qu'un outil de connaissance, ces photographies offrent alors de vastes panoramas où, d'un coup de crayon tracé à la règle ou d'un trait de plume, viendront s'inscrire des choix politiques et autant d'options idéologiques. Développée au quotidien, cette stratégie documentaire ne devient réellement système de propagande qu'à l'occasion des diverses expositions destinées à vendre la reconstruction. Associées au texte comme à une impressionnante quantité de cartes et plans, les photographies du MRU révèlent alors l'ampleur, la portée et la dynamique de son action.
- 19 Pièce maîtresse dans la propagande gouvernementale, le Salon des arts ménagers sera un vecteur privilégié pour diffuser le message de la modernisation [p. 113] et distribuer le confort moderne dans tout le pays. Espace d'exposition où se matérialise en images l'"esprit" d'une époque toute entière tournée vers de nouveaux lendemains, il est aussi une scène où les représentants du pouvoir se donnent en représentation par exemple en la personne du président René Coty qui, en 1956, semble vouloir modeler tout le pays d'un seul geste de la main souverain. Attitude certes fort classique, mais qui indique bien la rupture d'échelle de l'urbanisme et marque un renversement de perspective radical quant au regard désormais porté sur la ville. Dans ce geste, dans cette simultanéité du balayage de la main et de la couverture du regard, c'est en effet l'État qui, se substituant au pouvoir communal, prend en charge la politique du logement pour en faire le pivot de sa politique d'aménagement du territoire en instituant une économie nouvelle de la construction. Dès lors, du global au local, du macro-urbanisme au petit confort domestique, les grands et petits équipements auront pour mission d'aérer la vie et les



villes. Entre la cuisinière électrique et l'évier en acier inoxydable, avec la carte et les statistiques, la photographie sera un élément parmi d'autres dans cette mise en scène de la planification intégrale du bonheur. Mais, témoin de l'avancée de la reconstruction, elle est aussi une preuve irréfutable dans le dossier d'accusation de l'îlot insalubre cette ultime poche de résistance à la modernité. Dans cette reconquête du territoire des villes d'après-guerre, l'image photographique devient une arme tactique au service d'une visée stratégique. [p. 114] La vue aérienne établit la carte des opérations alors que les plans de détail, biopsies dans le tissu urbain, constituent autant de preuves pour convaincre chacun de mener cette juste guerre (fig. 10. Cliché n° 31203, stand du ministère de la Reconstruction et du Logement au Salon des arts ménagers, 1958). À petite échelle, la cage d'escalier, l'immeuble, l'îlot insalubre seront autant d'éléments " à éradiquer avant de disposer les habitations nouvelles selon un plan assurant l'harmonie des constructions et la cohésion de la collectivité<sup>29</sup> ". En plan d'ensemble, des vues d'avion sur " les procédés de construction modernes et les nouvelles structures urbaines servent la promotion d'une géographie délibérée du peuplement et des activités<sup>30</sup> ", comme une action politique intégrant l'effort de construction dans un plan global d'aménagement du territoire<sup>31</sup>.

Le fond dans la forme

- 20 Traversé, parcouru, perçu, entrevu mais cependant jamais réellement vu, cet espace apparemment morne et monotone des albums du MRU, fait d'une permanente discontinuité, constitue en lui-même une sorte de non-lieu. Équivalent de la carte espace abstrait qui, " à partir d'éléments d'origine disparate " présente " un état du savoir géographique<sup>32</sup> " plus qu'elle ne raconte les lieux et les territoires, ces photographies interrogent, surprennent et le cas échéant choquent, non par la beauté ou la laideur supposée de ce qu'elles désignent, mais parce qu'elles révèlent la genèse d'un paysage fondamentalement nouveau et cependant extraordinairement banal. Utilisées au degré zéro de la représentation, ces photographies rendent compte aujourd'hui avec une réelle efficacité d'une rupture épistémologique dans le processus de formation des villes. Plus encore, dans un contexte dominé par une large extension du domaine patrimonial, elles cassent la continuité de l'histoire urbaine en ne répondant plus à un modèle connu et reconnu de tous. Car, si l'on accepte cette analogie avec ce que dit Alain Finkielkraut de l'historien contemporain, ces photographies " ne déroulent plus le fil du temps, elles le brisent et nous enseignent à *ne pas* [p. 115] retrouver dans nos ancêtres l'image ou l'esquisse de nous-mêmes<sup>33</sup> ". À l'encontre autant de l'histoire que de la photographie, dont " la vocation traditionnelle était de nous rendre la mémoire de notre passé ", alors que les voies de communication et les réseaux électroniques finissent de mailler un système urbain généralisé, ces images marquent la coupure qui nous sépare désormais du paysage romantique en nous le montrant " dans son altérité radicale<sup>34</sup> ". Le caractère documentaire exacerbé de ces photographies en font des images véritablement " laïques ", et s'oppose à la photographie du XIX<sup>e</sup> siècle, qui symbolise la rencontre en un même temps et un même lieu (Paris) d'une manière de voir nouvelle avec un projet de cité moderne " entièrement vouée au culte de l'axe, en tant que principe ordonnateur de l'urbanisme ". Mais en faisant éclater les perspectives, en dissolvant les limites de la ville dans *l'urbain* cet espace a-sémantique entièrement voué à l'échange, ces trente années de macro-urbanisme ont dessiné le fond de carte du pays tel que nous le *pratiquons* désormais. Aussi, alors que les rencontres fortuites se font désormais au détour d'une bretelle d'autoroute, [p. 116] entre un TGV et une centrale nucléaire produits *made in France* s'il en est ces photographies signalent un moment historique particulier où " le système construit cesse d'être pour l'individu un référent global [alors] que se produit le

passage du lieu à l'espace<sup>35</sup> ". Situées à l'exact point de disparition de l'espace perspectif " qui a été celui de l'ascension triomphale de nos cultures modernes<sup>36</sup> ", elles indiquent peut-être moins le saccage des centres anciens que " le début d'un urbanisme sans monument<sup>37</sup> ". Quand bien même cet urbanisme compterait déjà à son actif les plus beaux excès de la modernité...

- 21 Dès lors, cette *agglomération* d'images, où l'élément renvoie à un tout qui n'est cohérent et structuré que par l'addition d'un ensemble d'objets disparates, devient une stricte métaphore de l'espace urbain contemporain. Espace métaphorique, car il s'agit bien d'un *transport* (en grec, *metaphora*), du *passage*, de l'espace physique du territoire vers l'espace imagé de la photographie, d'un ensemble d'éléments insignifiants par eux-mêmes mais dont le regroupement en un lieu unique (l'album tout d'abord, puis l'institution des Archives nationales) les transforme en une énigme équivalente aux hiéroglyphes de Champollion (bien qu'il s'agisse moins en l'occurrence de décrypter des tables gravées que de transcrire une terminologie technocratique dans un langage susceptible d'aider à la compréhension du nouveau dispositif urbain, voire à sa représentation). Chantier archéologique et dépôt de fouilles, ces archives possèdent une cohérence qui est d'abord l'effet d'une logistique. Mettre en valeur cette logique interne nécessite de procéder à une véritable anamnèse en articulant savoir historique et observations de terrain. Pour ce faire, étudiant les faits pour remonter à la loi, il importe de classer, ordonner, sérier, comparer, rassembler, reconstituer en un mot *inventer* un ordre, pour découvrir ce qui existe déjà dans ce fonds, mais reste caché. Entreprise de longue haleine, ce travail reste encore à mener. Aussi les documents reproduits ici ne représentent-ils qu'une reconstitution partielle permettant de poser des hypothèses. Ni duplication, ni réduction du fonds MRU, celle-ci tend à faire coïncider le fond(s) et la forme au sein d'une même image : *La Photographie (anonyme) de l'urbanisme, en France... 1945-1970. Ou les Trente Glorieuses regardées du point de vue de leur principal acteur : l'État.* [p. 117]
- 22 *Dominique Gauthey est l'auteur d'un DEA intitulé : Photographie de la reconstruction. Territoires de l'anonyme (sous la direction de B.Vayssière, Institut d'urbanisme de Paris, université Paris-XII, 1995, consultable à la SFP).*
- 23 *L'auteur remercie Isabelle Thabard, du service d'information et de communication du ministère de l'Équipement, et Patrice Reperant, chargé de la photothèque, pour leur aimable concours.*
- 24 *Les albums photographiques du MRU sont consultables aux Archives nationales, section contemporaine (cote F-14), sur la base de données Reconstruire la France, 1945-1970. La photothèque du ministère de l'Équipement (service d'information et de communication, Grande Arche, pilier sud, La Défense, tél. : 01 40 81 93 60) conserve les négatifs et gère la diffusion de ces photographies.* [p. 118]

---

## NOTES

1. Bruno Vayssière, *Reconstruction-Déconstruction*, Paris, Picard, 1987, p. 12-15.
2. À ce titre, il serait sans doute opportun de rapprocher ce fonds de la Mission photographique de la Datar, en partie engagée pour retrouver des symboles et des

repères dans " un espace dont les formes n'exprimaient plus de valeurs partagées et reconnues ". Forme d'enterrement de la poussée moderniste des Trente Glorieuses, son objectif avoué était de " créer de nouvelles représentations du territoire pour saisir un moment singulier de son évolution ". François Hers, directeur artistique de la mission, rappelait d'ailleurs que " le manque à combler *au nom du service public* était un besoin de repères et non de descriptions ". On ne saurait mieux expliciter la dimension politique de cette entreprise, dont on retrouve l'équivalent dans l'actuelle valorisation du patrimoine. Politique qui devrait suggérer l'idée d'une continuité possible, mais ne fait pourtant qu'accentuer la " dichotomie " du territoire partagé entre des lieux de mémoire " signifiants mais sans vie ", et de nouveaux espaces urbains vivants mais " dépourvus de sens ". Cf. Marc Guillaume, *La Politique du patrimoine*, Paris, Galilée, 1980.

3. " La photothèque du ministère de la Construction ", ministère de la Construction, mission des Archives de France, 3 août 1961. Note rédigée par R. FAVREAU, archiviste en mission au ministère de la Construction, photothèque du ministère.
4. Rosalind KRAUSS, " Les espaces discursifs de la photographie " , *Le Photographique. Pour une théorie des écarts* (trad. de l'anglais par M. Bloch et J. Kempf), Paris, Macula, 1990, p. 45.
5. " La photothèque du ministère de la Construction " , *op. cit.*
6. Circulaire n°210 du ministre de l'Intérieur aux préfets de métropole, 15 avril 1962, photothèque du ministère de l'Équipement.
7. " La photothèque du ministère de la Construction " , *op. cit.*
8. " Instruction générale sur les plans d'urbanisme " , note du ministère de la Construction, Direction de l'aménagement du territoire, avril 1960, Archives nationales, lot 0000 79 0660, art. 0000 79 0634, code N1 8101.
9. Michel de CERTEAU, " L'espace de l'archive ou la perversion du temps " , *Traverses*, n°36, Paris, Centre Georges-Pompidou, janvier 1986, p. 4.
10. Marc AUGÉ, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992, p. 94.
11. Il s'agit ici des éléments les plus représentatifs du fonds, mais d'autres recueils ont pu être constitués en nombre plus restreint. On notera particulièrement un album offert à " Son Excellence M. Luis de Arrese y Magra, ministre du Logement du gouvernement espagnol " , lors de sa visite en France du 28 septembre au 3 octobre 1959, et dont un exemplaire est conservé aux Archives de France, à Fontainebleau. D'une facture très " dix-neuvième " , celui-ci rassemble des photographies des sites visités, tels l'Unesco, la rénovation de l'îlot 13, boulevard Auguste-Blanqui, un ensemble d'habitation à Rueil-Malmaison, ou encore... le château de Versailles.
12. " La photothèque du ministère de la Construction " , *op. cit.*
13. B. VAYSSIÈRE, *op. cit.*, p. 83.
14. Ce chiffre ne tient pas compte de 2 albums sur le Languedoc-Roussillon (1968) et la Région parisienne (1958-1969) et de 3 albums non datés (Ardèche, Eure-et-Loir, Isère). Le solde réel est donc de 46 albums.
15. À ce sujet, voir principalement les travaux de Anatole Kopp, Bruno VAYSSIÈRE et Danièle VOLDMAN.
16. " Instruction générale sur la politique technique de construction " , note du ministère de la Construction, 31 juillet 1959, Archives nationales, lot 0000 79 0660, art. 0000 79 0634, code N1 8101.
17. On peut citer, par exemple, cette lettre (23 avril 1964) du préfet de Seine-et-Oise qui, au nom du ministre de la Construction, demande au directeur départemental à Versailles " que des propositions lui soient faites en vue de la mise à jour de la documentation

photographique concernant toutes les constructions à caractère public et des grands travaux réalisés depuis 1958 ". Lettre à laquelle l'intéressé répondra en adressant " la liste des opérations [...] qui totalisent plus de 1000 logements autorisés ", en précisant cependant qu'outre " celles marquées d'une astérisque [sic] qui se signalent par la qualité de leur réalisation ou de l'unité qu'elles présentent [...], toutes ne méritent peut-être pas de figurer sur un programme photographique ", photothèque du ministère de l'Équipement.

18. LUQUET, " Qui a reconstruit la France ? ", *Reconstruction et Modernisation. La France après les ruines, 1918... 1945...*, Paris, Archives nationales, 1991, p. 83.
19. Prescrit pour la période 1947-1950 et prolongé jusqu'en 1954, le premier plan Monnet visait à supprimer les goulots d'étranglement qu'étaient le manque de matériaux, de machines et de moyens de transports.
20. Anatole Kopp, *L'Architecture de la reconstruction en France, 1945-1953*, Paris, Le Moniteur, 1982, p. 55.
21. Rose Anne Couedello, " Les archives du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, 1941-1953 ", *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, n°5, CNRS, septembre 1981, p. 14.
22. Immeuble sans affectation immédiate. Voir à ce propos, " La recomposition parcellaire ", *Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, 1944-1954. Une politique du logement*, Paris, Plan, Construction et Architecture, IFA, 1995.
23. Livre d'inventaire n°1, de 00001 à 15469, mars-octobre 1945.
24. Danièle Voldman, " Reconstruire pour construire ou De la nécessité de naître en l'an 40 ", *La Technique et le Reste, Les Annales de la recherche urbaine*, n°21, Paris, Dunod, p. 77.
25. Ces dates ne sont évidemment pas figées et correspondent seulement à un seuil. Ainsi, certains albums thématiques contiennent des photographies datées de la fin des années cinquante et, inversement, plusieurs albums géographiques débutent avec des photographies de destructions réalisées dans l'immédiate après-guerre.
26. Rémi BAUDOUI, Jacques ROSEN, *Étude des processus d'ajustement administratif aux réalités sociales, économiques et innovations techniques du MRU, 1940-1952*, école d'Architecture de Nancy, ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports, septembre 1994, p. 77.
27. Danièle Voldman, " Reconstruire pour construire ou De la nécessité de naître en l'an 40 ", art. cit., p. 76.
28. " Instruction générale sur les plans d'urbanisme " , *op. cit.*
29. *Ibid.*
30. Circulaire n°210 du ministre de l'Intérieur aux préfets de métropole, *op cit.*
31. Les principaux thèmes traités dans ces albums sont : Destructions. Déblaiements. Constructions provisoires. Déménagement. Chantiers de la Reconstruction. Reconstitutions d'éléments d'exploitations agricoles. Chantiers expérimentaux ou d'expérience. Expositions des techniques américaines. Maquettes (photographies de). Exposition de la Reconstruction. Inaugurations officielles. Stand MRL à la Foire de Rouen. Concours. Réalisation HLM. (Voir les livres d'inventaire aux Archives nationales, section du XXe siècle.)
32. Conférence de presse de Pierre SUDREAU, ministre de la Construction, lundi 22 décembre 1958, Archives nationales, lot 0000 79 0660, art. 0000 79 0634, code N1 8101.
33. Alain FINKIELKRAUT, *La Défaite de la pensée*, Paris, Gallimard, coll. Folio-Essais, 1989, p. 82.
34. Marc AUGÉ, *op. cit.*, p. 103.

35. Françoise CHOAY, " Sémiologie et urbanisme ", in *Le Sens de la ville*, Paris, Seuil, 1972, p. 333.
36. Jean BAUDRILLARD, " L'hypermarché et la désintégration" , cité par Pierre ANSAY et René SCHOONBRODT dans *Penser la ville. Choix de textes philosophiques*, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1989, p.213.
37. Bruno VAYSSIÈRE, *Reconstruction-Déconstruction*, op. cit., p. 83.